

---

## Actes de la deuxième conférence internationale sur la Francophonie économique

### *L'ENTREPRENEURIAT ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES ET DES FEMMES EN AFRIQUE FRANCOPHONE*

Université Mohammed V de Rabat, 2-4 mars 2020

---

## **LA DYNAMIQUE DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LA CHINE ET LES PAYS FRANCOPHONES D'AFRIQUE CENTRALE : LES DÉFIS D'UN PARTENARIAT GAGNANT-GAGNANT**

**Claude SUMATA**

Professeur, Université Pédagogique Nationale  
République Démocratique du Congo

[clausum05@yahoo.fr](mailto:clausum05@yahoo.fr)

**RÉSUMÉ** – L'objectif majeur de cette étude est d'analyser la présence de la Chine en Afrique francophone à travers les nouvelles mutations de la coopération économique et de l'aide publique au développement. Dans le cadre de notre étude, nous allons aborder le cas des pays francophones d'Afrique centrale à savoir la RD Congo et la République du Congo. Il s'agit d'appréhender les relations économiques entre ces deux pays dotés en ressources naturelles et la Chine au-delà des liens séculaires les unissant avec leurs partenaires occidentaux traditionnels. Cette dynamique est de nature à stimuler la dynamique des échanges commerciaux dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant. Dans ce contexte, les investissements directs étrangers chinois représentent un potentiel important pour la croissance et l'intégration des pays francophones d'Afrique centrale dans l'économie mondiale. De ce point de vue, nous observons une augmentation significative des flux commerciaux et d'investissements chinois au profit de l'Afrique depuis 2000. Ce phénomène demeure perceptible d'autant plus que les transactions commerciales et les flux financiers en provenance de l'occident tendent à stagner dans une certaine mesure.

**Mots-clés** : Commerce, Investissements directs étrangers, Chine, Afrique Centrale.

Les idées et opinions exprimées dans les textes sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OFE ou celles de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

### **Introduction**

L'émergence de l'Afrique centrale francophone est liée dans une certaine mesure au renforcement de ses liens commerciaux avec la Chine. Le géant asiatique se sert du continent africain dans le cadre de l'extension de son marché. La recherche des ressources naturelles demeure le principal catalyseur de l'internationalisation des firmes chinoises pour couvrir les besoins grandissants de leur industrie. Cette tendance est corroborée par la structure des

investissements directs étrangers (IDE) de la Chine en Afrique Centrale francophone dont les ressources sont principalement orientées vers les secteurs minier et pétrolier.

Cette étude concerne le cas des pays francophones d'Afrique centrale à savoir la République Démocratique du Congo (RDC) et la République du Congo. Il s'agit d'appréhender les relations économiques entre ces deux pays dotés en ressources naturelles et la Chine au-delà des liens séculaires les unissant avec leurs partenaires occidentaux traditionnels.

La coopération économique sino-africaine peut participer à l'amélioration de la compétitivité des économies de l'Afrique francophone. Cette stratégie s'inscrirait dans une dynamique positive pouvant entraîner la croissance et le développement économique de ces pays sous réserve d'une meilleure gouvernance économique et politique.

Notre analyse est structurée en trois parties essentielles. La première sera basée sur une brève revue de la littérature sur les enjeux fondamentaux de la coopération économique entre la Chine et l'Afrique francophone. La deuxième partie nous permettra de cerner la dynamique économique de la Chine ainsi que l'environnement économique actuel de la RDC et du Congo-Brazzaville. Enfin, la troisième partie essaiera de dégager les perspectives qu'offrent les relations économiques sino-congolaises pour la compétitivité économique des pays francophones d'Afrique centrale

### **1. Les enjeux fondamentaux de la coopération économique entre la Chine et l'Afrique francophone**

La problématique de la présence chinoise en Afrique a été un terrain de prédilection des nombreuses recherches au cours des dernières années (L. Wild et D. Mephram, 2006 ; F. Manjiad et S. Marks, 2007 ; T. Ian, 2008). Ces études fournissent d'importants enseignements sur les avancées significatives récentes de la Chine en Afrique même si elles ne prennent pas toujours en compte le cas spécifique des pays francophones.

Plus récemment, plusieurs études ont été entreprises sur le thème de la coopération entre la Chine et l'Afrique francophone. La plupart d'entre elles traitent des relations commerciales et de l'aide publique au développement (W. Jiang 2009 ; D. Bräutigam, 2011 ; C. Sumata et T. Dzaka-Kikouta, 2013 ; Dzaka-Kikouta T. and C. Sumata, 2014).

Les IDE de la Chine au profit du continent africain tendent à s'étendre considérablement et la quête des ressources naturelles de Beijing se situe dans le même schéma. Cependant, de nombreux pays occidentaux ont exprimé des préoccupations sur le manque de transparence de cette coopération et sur le risque que la spirale de la dette puisse s'enliser en Afrique francophone (S. Marysse, 2007 ; M. D. Huse et S. L. Muyakwa, 2008 ; C. Oya, 2008). En effet, cette inquiétude vise à mettre en évidence les intérêts stratégiques du géant asiatique dans ce processus et à ressortir les limites de sa politique étrangère.

L'Aide Publique au Développement de la Chine au profit de l'Afrique a augmenté de manière significative ces dernières années. Les fonds emmagasinés dans ce contexte sont passés de 631 millions de dollars à 3 milliards de dollars américains en 2015, soit une progression moyenne annuelle de 14 %.

L'assistance financière est articulée autour de trois axes principaux à savoir les prêts sans intérêts, les prêts à conditions préférentielles avec subvention d'intérêts, l'allégement de la dette et les dons techniques.

## 2. Les déterminants des économies de la Chine et de l'Afrique francophone centrale

### 2.1 La dynamique de l'économie chinoise

Depuis 1978, la Chine a connu d'importantes réformes fondées sur l'adoption des règles du marché qui lui ont permis d'aligner un taux de croissance moyen d'environ 10% (tableau 1). Beijing a franchi une étape supplémentaire dans la mise en œuvre des réformes dans les années 80 et au début des années 90. Cette stratégie a eu des résultats positifs, car le commerce et les investissements internationaux ont été partiellement libéralisés (J. Sachs, 2005). Par conséquent, cette économie en croissance rapide nécessite des ressources naturelles abondantes.

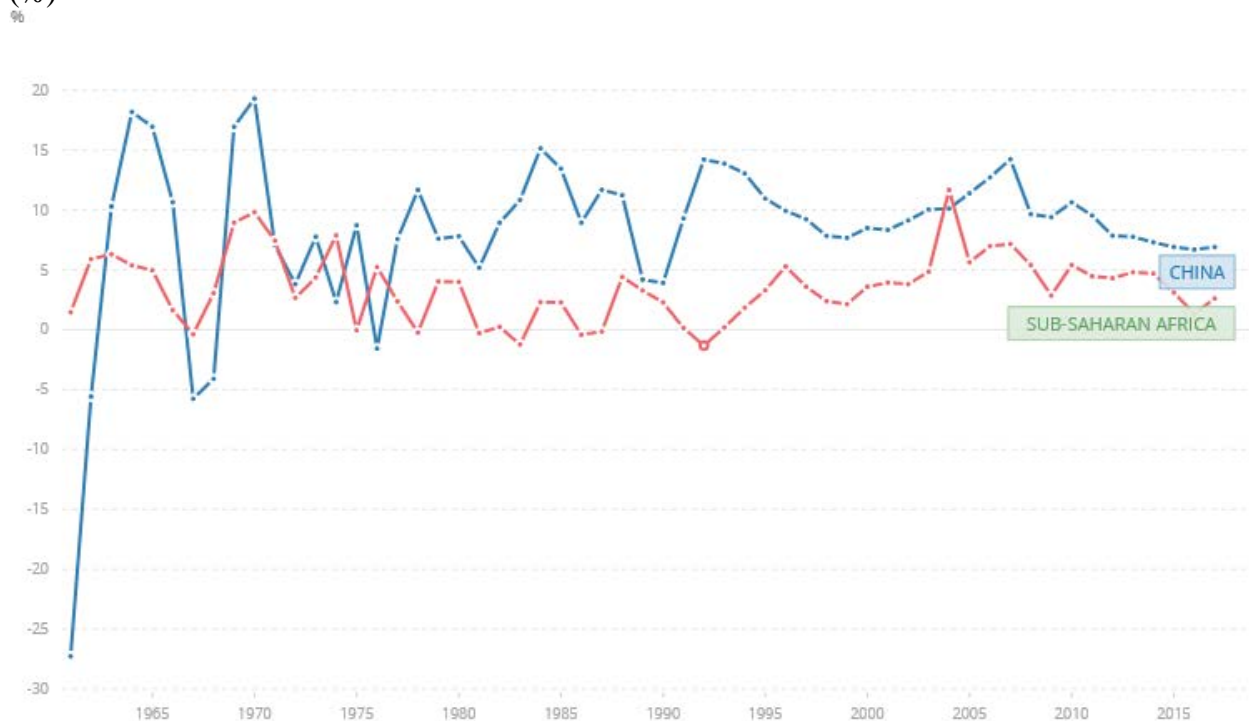
Table 1: Quelques variables macroéconomiques sur la Chine 1999-2008

	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08
Taux de croissance du PIB réel (%)	7.6	8.4	8.3	9.1	10	10.1	10.4	11.6	13	9
Indice de prix à la consommation	-1.4	0.4	0.7	-0.8	1.2	3.9	1.8	1.5	4.8	5.9
Réserves de change (Milliards de dollars américains)	154.7	165.6	212.2	286.4	403.3	609.9	818.8	1,066.3	1,528.2	1,946.3

Source: The US-China Business Council (UCBC Offices)

La Chine a connu un excédent commercial de 39 milliards de dollars américains en décembre 2008. Les exportations ont représenté 111,2 milliards de dollars américains, soit une baisse de 2,8% par rapport à l'année précédente. Les importations chinoises n'ont atteint que 72,2 milliards de dollars américains en novembre 2008, ce qui constitue une baisse de 21,3% par rapport à l'année précédente, selon le quotidien China Daily. Depuis 1996, l'économie de la Chine et celle de l'Afrique subsaharienne ont tendance à suivre une trajectoire similaire, même si celle de la Chine demeure plus rapide (Figure 1).

Figure 1: Taux de croissance de la Chine et de l'Afrique subsaharienne 1961-2017 (%)



Source: Banque mondiale 2018

A l'issue de la guerre froide, les pays francophones se sont démarqués de leurs anciennes métropoles pour nouer des liens économiques avec d'autres partenaires tels que la Chine et l'Inde. Selon la Banque mondiale, Beijing a aligné un taux de croissance de 6,9% en 2017 contre 9,4% en 2009 alors que les pays d'Afrique subsaharienne n'ont maintenu qu'une hausse de 2,6% de leur PIB en 2017 contre 2,8% en 2009.

La RDC et le Congo-Brazzaville ont connu des bouleversements sociopolitiques, notamment des processus de démocratisation tumultueux et des conflits armés. Cette dynamique a perturbé dans une certaine mesure leur situation économique au cours de ces dernières décennies. En fait, leur décollage économique a été retardé et ils n'ont pas pu bénéficier de leurs énormes ressources naturelles de manière substantielle. Il est opportun de signaler que les taux de croissance affichés par ces deux pays d'Afrique francophone sont restés inférieurs à celui de la Chine au cours de la période allant de 2009 à 2017 (Tableau 2).

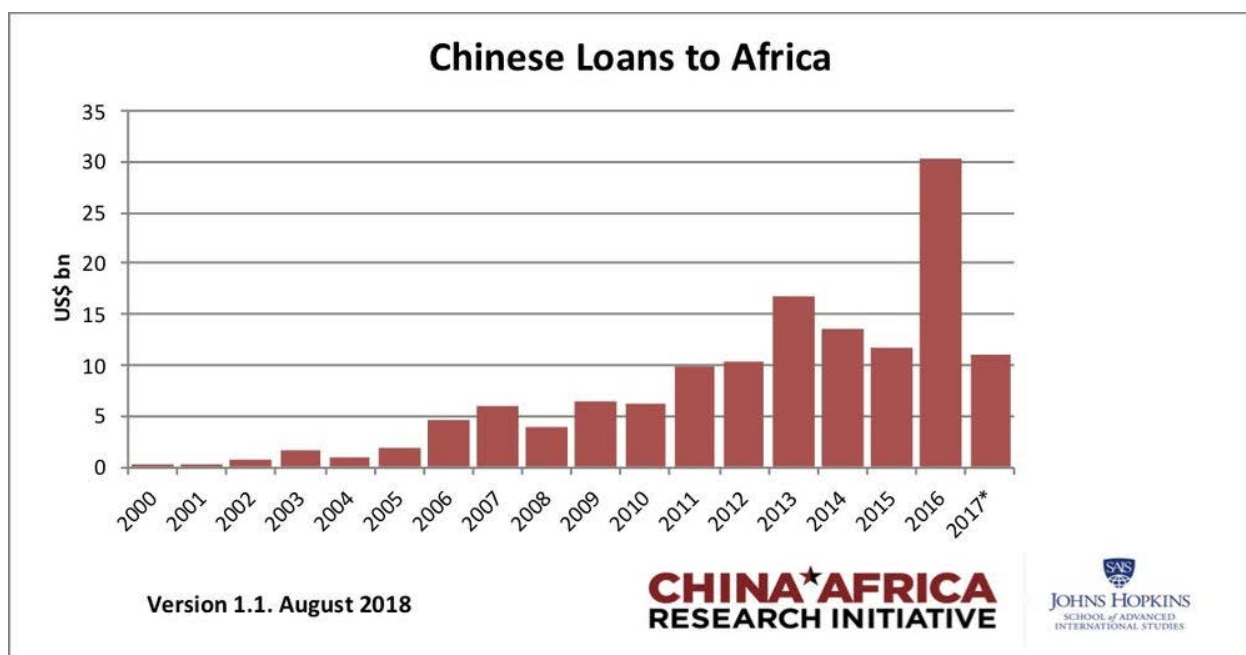
Table 2: Taux de croissance de la Chine et de l'Afrique Centrale Francophone en % 2009-2017

Pays	1961	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Chine	- 27,3	9,4	10,636	9,536	7,856	7,758	7,298	6,9	6,7	6,9
RDC	- 10,9	2,855	7,108	6,875	7,087	8,482	9,47	6,916	2,399	3,701
Congo- Brazzaville	8,4	7,469	8,752	3,421	3,8	3,441	6,78	2,646	-2,8	- 4,589
Gabon	14,8	0,13	7,089	7,092	5,252	5,639	4,314	3,879	2,082	1,105
Tchad	1,4	4,218	13,55	0,083	8,883	5,7	6,9	2,768	- 6,256	- 2,954
Cameroun	1,2	2,199	3,423	4,129	4,543	5,404	5,884	5,651	4,45	3,177

Source: Banque mondiale 2018

Le PIB per capita de la Chine était de 1662 dollars américains en moyenne entre 1960 et 2016 avant d'atteindre un niveau record de l'ordre de 7329 dollars américains en 2017. Il est opportun de mentionner que les prêts alloués par la Chine aux pays africains ont atteint 143 milliards au cours de la période allant de 2000 à 2017 (Figure 2). Il s'agit essentiellement des engagements financiers du Gouvernement chinois, des banques et d'autres partenaires au développement en faveur des Etats africains et des entreprises publiques.

Figure 2: Evolution de la dette de l'Afrique en provenance de la Chine 2000-2017



Source: CARI (China Africa Research Initiative) 2018

## **2.2 L'environnement économique actuel de la RDC et du Congo-Brazzaville**

La croissance économique observée en RDC en 2016 de l'ordre de 2,4% se situe dans une tendance baissière par rapport à l'année précédente. On a observé un renversement de tendance en 2017 car la croissance économique a redémarré avec une augmentation du PIB de l'ordre de 3,4 %. La reprise économique devrait se confirmer en 2018 et 2019 avec le relèvement des cours des matières premières et la relance de l'industrie extractive résultant du démarrage de nouveaux projets miniers. L'adoption du nouveau code minier en février 2018 a permis à l'Etat congolais de mobiliser davantage des recettes fiscales.

Au cours de la période allant de 2018 à 2019, la croissance économique a atteint respectivement 4,2 % en 2018 et 4,7 % en 2019. Cette reprise proviendrait essentiellement de la relance attendue des activités minières. La politique monétaire doit demeurer prudente pour assurer le maintien de l'équilibre macroéconomique et afficher respectivement des taux d'inflation fin période de l'ordre de 31 % en 2018 et 18 % en 2019.

L'évolution de la structure de l'économie de RDC fait ressortir le poids primordial du secteur primaire et du commerce, dont la contribution au PIB demeure plus importante que celle des autres secteurs. On observe une certaine progression du secteur des services, dont l'impact dans la dynamique de croissance observée récemment demeure palpable, et sa contribution à la formation du PIB est désormais de 31,8 % en 2008, alors qu'elle représentait 26,6% en 2006. Il est judicieux de mentionner que la part de l'agriculture à la croissance économique reste marginale. Les performances mineures obtenues par rapport à 2010 sont liées essentiellement aux programmes mis en œuvre pour améliorer les voies de desserte agricole et assurer l'essor des cultures d'exportation.

La croissance économique observée en RDC de 2002 à 2017 n'a pas été assez inclusive. Elle n'a pas généré des améliorations substantielles sur le plan social. Le chômage est resté élevé au cours de cette période car il touche plus de 50% de la population active. On n'a pas assisté à l'accroissement considérable de revenus des individus et à la réduction drastique des inégalités sociales. Le gouvernement congolais a manifesté sa volonté de s'impliquer davantage dans la reprise des activités économiques pour la période 2017-2019 en procédant, notamment à la réduction de 30% du budget de fonctionnement des institutions de l'Etat, en mars 2017.

Le ralentissement de l'activité économique observée en RDC en 2016 a déstabilisé l'équilibre des finances publiques. En effet, les recettes budgétaires par rapport au PIB ont baissé de 13,6 % à 9,4 % entre 2015 et 2016, favorisant ainsi une diminution drastique des dépenses publiques, 17,3 % en 2015 à 12,8 % du PIB en 2016. Les réserves de change sont passées de 1,4 milliards de dollars à 668 millions en septembre 2017 (soit 2,93 semaines d'importation). La monnaie congolaise s'est fortement dépréciée par rapport au dollar américain de l'ordre 23,7 % en 2016, favorisant ainsi l'envolée des prix dont le niveau a atteint respectivement 6,9 % en 2016 et 42,9 % en 2017.

Par ailleurs, la République du Congo a connu une croissance économique soutenue de 2003 à 2013 dans la mesure où le PIB a même triplé. Cependant, cette croissance n'a pas été régulière du fait des mouvements erratiques de cette variable au cours de cette période. Depuis 1980, l'accroissement continu des Investissements Directs Etrangers (IDE) a propulsé ce pays dans le

peloton de tête des pays d'accueil en Afrique. Ces investissements ont atteint plus de 21 milliards de dollars en 2012, en dépit d'un climat des affaires peu incitatif.

L'évolution récente de l'économie mondiale, caractérisée notamment par la baisse du cours du pétrole, constitue une opportunité majeure pour réfléchir sur les défis et les perspectives auxquels est confronté le Congo. Ce pays tire l'essentiel de ses recettes de la commercialisation du pétrole sur le marché mondial. Cette forte dépendance par rapport aux matières premières, en général, et au pétrole, en particulier, constitue dès lors une faiblesse fondamentale. Le secteur pétrolier représente environ 60 % du PIB, 75 % des recettes publiques et 90 % des exportations.

La croissance économique a subi un recul ces dernières années du fait de la conjonction de deux faits majeurs à savoir la diminution de l'offre pétrolière et la baisse de la demande intérieure. On a observé un taux de croissance de 3,4 % au cours de l'année 2013 contre 3,8 % en 2012. Cette croissance n'a pas été assez inclusive du fait de la faiblesse des avancées sociales en dépit des substantielles réformes économiques mises en œuvre. En effet, le taux de pauvreté est passé de 50,7 % en 2005 à 46,5 % en 2011. Le chômage demeure une tare de la société congolaise notamment celui des jeunes de 15 à 29 ans, atteignant 25 %.

Le poids exorbitant des industries extractives (environ 60 % du PIB) et du secteur tertiaire (environ 20 %) reste perceptible alors que la marginalisation des autres secteurs se maintient. Les bâtiments et les travaux publics, l'industrie, l'agriculture et la sylviculture représentent respectivement 8,3 %, 4,9 %, 3,3 % et 1,4 %. En terme d'Indice de Développement Humain (IDH) du PNUD, le Congo est classé au 142<sup>ème</sup> rang mondial sur 187 pays,

De même, le climat des affaires ne s'est pas amélioré de manière substantielle ces dernières années. Selon le rapport « Doing Business 2014 » de la Banque mondiale, ce pays occupe la 185<sup>ème</sup> place sur 189 pays. En 2013, la République du Congo a atteint le Point d'achèvement de l'initiative en faveur des Pays Pauvres très Endettés (PPTE) et l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM). Par conséquent, une part substantielle de sa dette extérieure a pu être effacée.

### **2.3 Les défis du commerce sino-africain**

Selon Ian T (2006), la valeur des transactions commerciales entre la Chine et l'Afrique avait atteint 106,84 milliards de dollars en 2008 alors qu'elle représentait 40 milliards de dollars en 2005 (statistiques officielles chinoises). Par ailleurs, les exportations chinoises vers l'Afrique étaient de l'ordre de 50,84 milliards de dollars américains en 2006. Signalons que le commerce sino africain présente des déséquilibres énormes dans la mesure où les pays africains ne se retrouvent pas parmi les principaux partenaires de la Chine en termes d'exportations ou d'importations alors que le géant asiatique semble occuper de plus en plus un poids considérable dans le commerce extérieur de l'Afrique.

Comme la plupart des pays francophones exportent essentiellement des matières premières vers la Chine, leurs échanges extérieurs semblent suivre la tendance du marché international. L'Afrique francophone a bénéficié dans une certaine mesure de la hausse des prix des matières premières, ayant entraîné par une hausse de ses recettes d'exportation, au cours des dernières décennies.

Les pays pétroliers d'Afrique francophone demeurent des bénéficiaires substantiels de cette situation. La demande de pétrole de la Chine devrait atteindre environ 12,8 millions de barils par jour en 2025, soit une hausse de 130 % (Ian T, 2006). Le Gabon (un grand producteur de pétrole) et d'autres petits producteurs (Cameroun, Bénin, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire et Tchad) pourraient bénéficier de cette augmentation attendue de la demande de pétrole.

Par ailleurs, les pays francophones demeurent des opportunités non négligeables pour les produits chinois du fait de leur demande. Signalons que la plupart de ces pays francophones disposent d'une ouverture vers la mer (République démocratique du Congo, Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo, Gabon, Cameroun, République du Congo, Mauritanie). Par conséquent, ils constituent des points d'entrée non négligeables pour les produits chinois vers d'autres pays africains.

### **3 Au-delà de la coopération chinoise : Les perspectives d'avenir pour la RD Congo et la République du Congo**

Selon Diakonia (2007), les relations entre la Chine et l'Afrique semblent suivre trois caractéristiques principales : la neutralité politique, la multiplicité des canaux et le partenariat gagnant-gagnant. La majeure partie des investissements directs étrangers chinois en Afrique francophone est concentrée dans les industries extractives (mines et hydrocarbures). Le volume des importations chinoises en RDC, essentiellement du cuivre et du cobalt, aurait quadruplé de 2004 à 2007 (Trade Law Centre for Southern Africa).

La tendance haussière du commerce entre la Chine et l'Afrique s'est atténuée à partir de 2014 suite à l'inversion du cycle des matières premières caractérisée par une baisse drastique du cours des produits de base. Les exportations de l'Afrique au profit de la Chine ont considérablement baissé alors que celles du géant asiatique sur ce continent sont demeurées substantielles. En 2016, par exemple, la valeur des transactions commerciales sino-africaines a atteint 128 milliards de dollars américains contre 215 milliards de dollars américains en 2014, ce qui constitue une baisse significative (CARI, 2018).

Il est judicieux de restituer la présence chinoise en RDC dans une perspective globale en mettant en œuvre la volonté de ce pays d'assurer la promotion de ses exportations à travers le monde. Dans cette optique, la Société Générale d'Ingénierie d'Outre-mer de Chine, la COVEC maintient un accord de partenariat avec la Gécamines, depuis l'année 2006, censé favoriser le renforcement des capacités d'exploitation des gisements de Luisha<sup>1</sup>.

Les liens tissés entre la société chinoise, la China National Machinery and Equipment Import Export, et la MIBA (la Société Minière de Bakwanga) sont de nature à stimuler la production du cuivre, de l'or, du nickel et de fer de ce conglomérat minier congolais initialement spécialisé dans l'exploitation du diamant. L'octroi d'un prêt de 75 millions de dollars devait permettre le renouvellement des équipements et la relance de la production du diamant afin d'atteindre environ 8 millions de carats par an alors que le rythme de production actuel serait de l'ordre de 6 millions (Sumata, 2014).

---

<sup>11</sup> Cette localité est située à 78 km de Lubumbashi sur l'axe reliant Lubumbashi à Likasi, ville située à 120 km au nord de Lubumbashi.



L'économie de la République du Congo demeure peu diversifiée. Son commerce extérieur est basé sur un faible nombre de pays et de secteurs d'activités. La France demeure le principal partenaire compte tenu du volume de ses importations. Il convient d'analyser la situation du Congo-Brazzaville afin de dresser les bases d'un processus de développement endogène et durable.

Cette démarche s'inscrit dans la dynamique des mécanismes visant à assurer la diversification de l'économie congolaise dans l'optique de l'émergence de ce pays. Il est opportun d'améliorer l'attractivité de ce pays en favorisant l'implantation des investissements directs étrangers de façon à favoriser la création massive d'emplois. La mise en place de quatre zones économiques spéciales se situe dans cette perspective.

Il est judicieux de mentionner que la formation demeure la pierre angulaire de cette stratégie. Dans ce cadre, la China Jiangsu International Economic Technical Coopération, en partenariat avec le ministère de l'Enseignement technique et professionnel du Congo-Brazzaville, a mis en place des centres de formation professionnelle accélérée dans les métiers du bâtiment. Il s'agit de lutter contre le manque d'ouvriers qualifiés et de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes. La transformation structurelle de l'économie congolaise constitue un défi majeur.

Cette dynamique passe par l'amélioration de la compétitivité du pays et l'alignement des taux de croissance de plus de 6 %. L'atteinte de ce cercle vertueux de croissance économique est conditionnée à la poursuite des réformes économiques ambitieuses et à la mise en place des projets d'investissement dans des secteurs porteurs. Le Plan National de Développement de la République du Congo de 2012 à 2016 était censé assurer les priorités suivantes :

- L'accroissement des investissements en infrastructures et l'essor des compétences ;
- L'amélioration du climat des affaires ;
- L'implantation des zones économiques spéciales ;
- La consolidation de l'intégration régionale ; et
- L'amélioration du climat des affaires,

Les économies des pays d'Afrique francophone subissent donc les effets pervers de leur insertion récessive dans les réseaux de production internationaux. Comme la plupart des pays en développement, la RDC et le République du Congo disposent d'importantes ressources naturelles censées leur faciliter l'inclusion adéquate dans les chaînes de valeur mondiales. Cependant, ces substantielles dotations ne leur permettent pas de jouir des avantages comparatifs et compétitifs. Les caractéristiques fondamentales de cette situation catastrophique demeure le maintien d'une assise rentière basée essentiellement sur l'exportation de quelques matières premières (cuivre, pétrole...).

#### **4 Conclusion**

Cette étude nous a permis d'analyser l'implication de la Chine en Afrique francophone à travers la nouvelle tendance de la coopération économique dont les investissements directs étrangers, l'aide publique au développement et le commerce constituent des jalons majeurs. En fait, cette nouvelle donne représente un potentiel important pour la croissance et l'intégration de l'Afrique

francophone dans l'économie mondiale. Ce « géant » économique émergent de l'Asie demeure à l'avant-garde de l'explosion de l'aide publique au développement en Afrique francophone, dans le cadre de la nouvelle impulsion des relations commerciales Sud-Sud.

Nous avons assisté à une augmentation significative des échanges et des flux d'investissement entre l'Afrique francophone et la Chine depuis 2000. Dans ce contexte, la Chine a pu assurer la modernisation de ses industries et le boom économique consécutif a facilité la réduction de la pauvreté. En effet, le maintien d'une classe moyenne en plein essor, avec des revenus et un pouvoir d'achat en hausse constitue désormais une réalité flagrante. Cette situation semble stimuler la demande croissante non seulement des ressources naturelles, mais également d'exportations plus diversifiées et non traditionnelles.

Il semble tôt et prématuré d'évaluer les retombées de l'implication de la Chine en Afrique francophone, mais il est nécessaire de se demander si cette coopération améliorera le niveau de vie des africains. À première vue, il ne fait aucun doute que la coopération économique entre la Chine et l'Afrique francophone semble satisfaisante, en particulier pour la construction et la réhabilitation des infrastructures.

La compétitivité des pays d'Afrique Centrale Francophone en rapport avec les gains découlant des relations commerciales avec la Chine peut être cernée à travers la croissance économique observée au sein de cet espace économique. Les performances économiques de l'Afrique dépendent de la croissance économique du géant asiatique, du niveau de ses exportations et du flux de ses investissements directs. La réussite de cette dynamique est liée au respect des règles de bonne gouvernance et de leadership de façon à redistribuer de manière équitable les profits en provenance de l'exploitation des ressources naturelles. Par ailleurs, les pays d'Afrique francophone doivent s'engager dans une stratégie de diversification de leurs économies pour éviter les effets pervers des économies extraverties et monoproduction.

## 5 Bibliographie

- Alden C. 2007. *China in Africa*, Zed Book.
- Armitage T. 2008. "DRC Outlines US \$ 9,25 Billion Deal With China", *Global Insight Daily Analysis*, Dow Jones Active, May 13.
- Bräutigam D. 2011. 'China in Africa: What can Western Donors Learn?', Report prepared for the Norwegian Investment Fund for Developing Countries (Norfund).
- Diakonia 2007. *China and the End of Poverty in Africa— towards mutual benefit?*, Alfaprint, Sundbyberg, Sweden.
- Dzaka-Kikouta T., et C. Sumata 2014. "Les multinationales chinoises et leurs IDE en Afrique centrale : mobiles et stratégies", dans *Les migrants et l'investissement en Afrique*, sous la direction de Claude Sumata. L'Harmattan. Collection Sociétés africaines et diaspora : 111-144.
- Edinger H., et Janssen J. 2008. "China's 'Angola Model' comes to DRC", *The China Monitor*, Center for Chinese Studies, University of Stellenbosch, 24.
- Huse M. D., et Muyakwa S. L. 2008. *China in Africa: Lending, Policy Space and Governance*, Norwegian Campaign for Debt Cancellation. Norwegian Council for Africa.
- Ian T. 2006. "China's oil diplomacy in Africa", *International Affairs*, 82(5).
- Ian T. 2008. "China and Africa: Engagement and Compromise", *African Affairs: Oxford Journals*, 26.

- Jiang W. 2009. "A Chinese 'Marshall Plan' or business?", *Asian Times publimes Online*, 26.
- Manji F., et Marks S. 2007, *African Perspectives on China in Africa*, Oxford: Fahuma.
- Marysse S. 2008. "Les contrats chinois en RDC: L'impérialisme rouge en marche ? ", *L'Afrique des Grands Lacs Annuaire*, Annuaire 2007-2008.
- N'Sakila G. M. 2008. "The Chinese Presence in Lubumbashi, DRC", *The China Monitor*, Center for Chinese Studies, University of Stellenbosch, 24.
- Oya C. 2008. "Greater Africa-China Economic Cooperation: Will This Widen 'Policy Space'?", *Development View Point*, Centre for Development Policy and Research, SOAS, London University, 4(6).
- Sachs J. 2005. *The End of Poverty: How We Can Make It Happen In Our Lifetime*, Penguin Books.
- Sumata C. 2014. *La gestion macroéconomique de la République Démocratique du Congo durant et après la transition démocratique*, MRAC-L'Harmattan. Cahiers africains no 85.
- Sumata C. 2014 (Sous la direction). *Les migrants et l'investissement en Afrique*, L'Harmattan. Collection Sociétés africaines et diaspora.
- Sumata C., et Dzaka-Kikouta T. 2013. " The Determinants of China's Foreign Direct Investment in Central Africa: Evidence from the Republic of Congo and DRC ", *African East-Asian Affairs*, 2(7) : 15-38.
- Van Daele J. 2008. "Are the Chinese the Saviours or the New Colonizers of Congo", *Mo magazine*.
- Wild L., et Mephram D. 2006 (Editeurs). *The New Sinosphere-China in Africa*, London: Institute for Public Policy Research.